

CE MONDE QUI BOUGE

L'Algérie, terre de djihad

Par Hassane Zerrouky

Parmi les terroristes abattus par les forces de sécurité figureraient trois étrangers : un Marocain, un Mauritanien et un Malien. Ce n'est pas la première fois que ce genre d'information est publié par la presse nationale. Reste que si cette fois-ci l'information s'avérait vraie, cela signifierait, après le Sahel, que la mouvance islamiste transnationale a bel et bien fait de l'Algérie une autre terre du djihadisme salafiste.

Par le passé, le nombre d'étrangers combattant dans les rangs du GIA était une denrée rare. A la limite, l'ex-GIA se sentait tellement fort qu'il n'avait nullement besoin d'accepter dans ses rangs des djihadistes étrangers. Il n'acceptait que l'argent généreusement accordé par certains riches hommes d'affaires des pays du Golfe et la légitimation politico-religieuse de son terrorisme contre l'Etat et la société, que des oulémas arabes connus édictaient sans état d'âme et sans risque d'être inquiétés par les pays dont ils étaient originaires. Aujourd'hui, d'autres oulémas ont pris la relève, encore plus radicaux que leurs maîtres. Sur les 5 000 sites islamistes existant sur la toile Internet, ils continuent à émettre toutes sortes de fatwas pour légitimer le terrorisme et, pire, inciter les jeunes à prendre les armes, pour soi-disant abattre l'Amérique, via leurs propres pays.

Si cet extrémisme politico-religieux parvient encore à convaincre des jeunes, c'est sans doute parce que les régimes où activent ces djihadistes croient venir à bout du terrorisme islamiste en concédant de plus en plus d'espace d'expression à cette partie de la mouvance salafiste qui a compris que le djihad n'est qu'un moyen et non un but en soi. Ils appellent leurs frères à cesser le combat, sans pour autant les condamner.

En contrepartie de cette «collaboration», le pouvoir les laisse activer. Une démarche qui s'est avérée payante, car elle leur a permis d'investir le terrain, de diffuser leur discours, de prendre le contrôle de plusieurs mosquées comme à Boumerdès.

Pire, ces salafistes, dont de nombreux repentis, ne se contentent plus de l'amnistie accordée par l'Etat. Les voilà qui s'enhardissent en obligeant des bureaux de tabac à fermer sous prétexte que c'est interdit par l'Islam, tandis que d'autres exigent de l'Etat qu'il sévise (en les interdisant) contre des romanciers, des journalistes, des libraires sous prétexte qu'ils propagent des idées contraires à la morale, leur morale !

La marche en avant du salafisme, qui a donné un coup de vieux aux islamistes dit modérés, s'explique par la limitation de la liberté de parole, de la presse, de l'édition — exemple de la librairie des Beaux-Arts — ; en un mot de l'expression démocratique, aux forces porteuses de modernité, y compris à ces forces porteuses d'un islam moderniste qui ne confondent pas le religieux et le politique.

Faute donc d'une riposte démocratique et moderniste, l'extrémisme religieux est pour l'heure gagnant sur toute la ligne. Il l'est grâce aussi à ce brouillage des repères qui s'est traduit par au moins deux résultats. Au niveau de la société, nombreux sont ceux qui pensent que si l'Etat a passé l'éponge, c'est sans doute parce qu'il a quelque chose à se reprocher et que, finalement, ces jeunes montés au maquis avaient bien des raisons de le faire.

Quant aux islamistes, à partir du moment où on ne leur demande pas de rendre compte de leurs crimes parce qu'ils ont accepté de déposer leurs armes, et qu'en plus, ainsi que l'a récemment écrit le directeur d'*El Khabar*, ils bénéficient d'avantages certains, ils ont toutes les raisons de croire qu'ils n'ont pas combattu pour rien.

Leurs chefs, à l'instar de Madani Mezrag, ne s'en cachent plus. De fait, on a fini par les déculpabiliser. Et ces «égarés», qu'on appelle à déposer les armes, ont sans doute bien des raisons de ne pas le faire maintenant : ils le feront dès lors que les conditions seront mûres pour investir totalement la société et l'Etat. Car à leurs yeux, pour l'heure, les concessions faites par l'Etat ne sont pas suffisantes.

H. Z.



SADI ÉVOQUE À PEINE LA CRISE QUI SECOUE LE RCD : «Un certain notabilisme mine le parti»

A peine évoquée, la crise interne qui secoue le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) trouverait son origine dans «un certain notabilisme qui minait le parti». Ce sont les termes choisis par Sadi qui a évoqué les départs et autres mises à l'écart de plusieurs cadres du parti. Le président du RCD ne s'est pas attardé sur la question, préférant dresser le bilan, qu'il juge positif, du parcours du parti.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Aucune réaction au sujet des lettres rendues publiques par Ali Brahimi et Ferdjallah.

Sadi n'a pas jugé utile d'y répondre à l'occasion du conseil national du parti.

C'est tout juste s'il y a fait allusion en indiquant qu'«au niveau de la direction nationale, des décisions sont prises pour mettre en phase la disponibilité des responsables avec l'action militante telle qu'elle est demandée par la conjoncture.

Un certain notabilisme minait le parti. Il a fallu y mettre un terme. Le responsable ne peut être crédible que s'il commence par faire lui-même ce qu'il demande au militant».

Et d'ajouter : «Ni les anathèmes dignes des années de plomb, ni les manœuvres, ni les offres de service enregistrées ici et là ne sont venus à bout de notre volonté de



Photo : Samir Sid

«Nous avons un parcours que beaucoup peuvent nous envier».

refuser la soumission, dénoncer l'arbitraire.» La parenthèse étant rapidement fermée, Sadi a dressé un bilan plus que satisfaisant estimant qu'«après 20 ans, le RCD a accompli une bonne partie de sa mission. C'est nous qui avons sauvé la nation du naufrage.

C'est à nous qu'il revient de la reconstruire et nous la reconstruirons quel qu'en soit le prix.

Il fallait être présent en permanence sur le terrain. Résister et sauver la nation quand elle était en péril, concevoir et popaliser un projet démocratique, servir de relais entre les générations. Cela n'a pas été facile, mais cela s'est fait».

Sadi estime, néanmoins, qu'il reste encore du chemin. «Il nous faut assumer la dernière étape, l'étape décisive en encourageant la détermi-

nation militante et en développant une culture de bâtisseurs en précédant le militant dans l'engagement.»

«Sur le plan interne, nous n'avons pas toujours pu suivre l'exécution de nos décisions du fait d'un manque de moyens logistiques et administratifs. Nous venons de doter le secrétariat national d'un département administratif qui nous permettra de mieux communiquer et de traiter les dossiers dans des délais plus brefs» reconnaît-il.

Le numéro un du RCD considère que «la formation est la sève de tout combat ; nous ne lui avons pas accordé l'importance qu'elle mérite, et le Rassemblement a eu un immense manque à gagner dans tout ce qu'il a produit et construit faute d'avoir su faire relayer ses positions et

propositions par ses militants». Dressant un bilan négatif de la situation politique qui prévaut, Sadi dira que «les opportunistes essaient de participer à la curée pour ramasser les miettes, les attentistes observent et se lamentent en déclarant qu'il n'y a rien à faire dans ce pays, que même si les dirigeants actuels disparaissent, ils ont préparé leur progéniture et que rien ne va changer. Nous n'appartenons ni aux premiers ni aux seconds».

Et de conclure : «Nous avons un parcours que beaucoup peuvent nous envier, un projet que la plupart des acteurs politiques peinent à critiquer. Il nous reste à adapter le parti pour le mettre en ordre pour une ultime bataille. Il nous suffit de rentabiliser notre capital politique.»

N. I.

L'UNEB EN CONCLAVE

Soutien au plan d'action du gouvernement

Réunis, jeudi dernier, en session extraordinaire en leur siège national, les membres de l'Union nationale des entrepreneurs du bâtiment (Uneb) ont établi une série de résolutions.

Les congressistes ont exprimé, à cette occasion, leur soutien au plan d'action du gouvernement présenté par le Premier ministre.

Dans ce cadre, ils appellent l'ensemble des membres de l'Uneb à traduire dans les faits et à rendre concrets sur le terrain les objectifs

assignés au programme. Dans son communiqué, l'Uneb appelle les membres du conseil national et de la commission nationale à la préparation de l'assemblée ordinaire dans sa deuxième session. Il est également question de prendre en charge les membres adhérents de l'Union et faire parvenir leurs préoccupations aux autorités concernées.

En outre, les congressistes revendiquent la représentation de leur organisation dans la commission des marchés publics ainsi que

dans toutes les commissions paritaires dans le domaine du secteur. Pour mettre fin à la spéculation sur les prix du ciment, l'Uneb adhère, dans son communiqué, aux mesures coercitives prises par le ministère du Commerce.

Pour ce, elle invite les partenaires sociaux et les organisations à unifier leurs efforts et à collaborer avec les ministères concernés. Cette démarche permettra, selon l'Uneb, à servir le secteur du bâtiment et à améliorer la gestion.

Rym Nasri